

S'arracher la gale

L'enjeu qui nous concerne actuellement a peu à voir avec le manque de connaissance des étudiantes quant au régime d'assurances collectives qui leur est offert par leurs associations étudiantes. Celles-ci n'abusent pas de leurs membres à leur insu. De la même manière que les courtiers et les assureurs n'abusent pas de la population étudiante.

La communauté estudiantine est animée par un choix fort simple et rationnel : **avoir accès à une couverture pour ses soins de santé**. C'est dans cette optique que les assurances collectives en milieu étudiant se sont développées au point d'en devenir hégémoniques sur tous les campus.

Un plaster opportuniste pour contrer les effets du néolibéralisme

Vous rappelez-vous du déficit zéro? De la réingénierie de l'état? De l'austérité? De l'affaiblissement constant des mouvements syndical, ouvrier ou populaire? De cette victoire triomphante de l'économie de marché qui eut lieu dans les années '90?

Il ne s'agit pas d'un hasard si les premiers régimes d'assurances collectives en milieu étudiant se sont implantés à cette époque. Les gouvernements successifs ont allégrement sabré dans des postes budgétaires perçus comme n'étant que des dépenses, comme la santé et l'éducation, en imposant à la population des conditions sociales de plus en plus précaires. Le résultat aujourd'hui est probant: combien d'écoles sont actuellement vétustes? Quel était le taux d'absentéisme des infirmières l'an dernier? Combien d'heures supplémentaires obligatoires ont-elles dû faire? Au fur et à mesure que l'état se retire de ses compétences [REDACTED], il va de soi qu'une partie de la population se réorganise pour maintenir un niveau de solidarité fondé sur une cohésion sociale où l'on prend soin des plus précaires d'entre-nous.

Ainsi, lors de l'implantation des régimes d'assurances, le mouvement étudiant était polarisé à leur sujet. D'un côté, on arguait que l'évolution du paysage social, politique et économique justifiait l'inclusion d'un intermédiaire privé (et extrêmement rentable) visant à offrir plus de services aux étudiant·es. À gauche, nous disions qu'en ouvrant une porte aux vendeurs d'assurances, on venait justifier les coupures de l'état par l'apposition d'un *plaster* qui rendrait des gens riches encore plus riches et les coupures un peu moins souffrantes (quoique que la solution laisse tomber la population).

Une incarnation de ces tensions chez les étudiantes se joue depuis cette dernière trentaine d'années à l'UQAM. Relativement rapidement après leur apparition, les associations facultaires en sciences de la gestion et en sciences de l'éducation ont sauté dans le bateau. Ces associations avaient, à cette époque, des racines arrimées au parti au pouvoir, le Parti Québécois, dont

François Legault était alors ministre de la santé ou de l'éducation. Dans ce cercle ayant une parenté idéologique avec le gouvernement, il n'y avait pas de gros malaise à impliquer des assureurs privés pour offrir des services aux étudiantes. Du côté de l'ancienne Association étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres de l'UQAM, il était inadmissible de mener un tel projet. Plutôt, il y eut des campagnes de mobilisation massives exigeant un réinvestissement en santé, afin que l'ensemble de la population québécoise ait accès à un système de santé complet.

Ces campagnes n'ont pas produit les fruits juteux que les militant·es de l'époque auraient espéré récolter. Des changements institutionnels au sein de l'UQAM ont mené au fractionnement de cette grande association étudiante et, tranquillement, mais sûrement, chaque nouvelle association facultaire passa par un processus démocratique qui a mené à l'adhésion massive de la gauche étudiante au concept de régimes d'assurances collectives en milieu étudiant. Ceci est l'exemple uqamien, mais le même processus s'est effectué à la taille du Québec.

Vous en conviendrez, il s'agit principalement d'un mariage de raison qui s'est fait afin de préserver une couverture adéquate pour les membres. La décision leur est d'ailleurs revenue.

Changement de paradigme

On n'arrête pas la marche du progrès. 25 ans plus tard, très peu de personnes dans le mouvement étudiant ne croient qu'une campagne portant sur un réinvestissement de l'État en santé est à nos portes. L'ère du temps est à la privatisation. Résignées par nombre de défaites sociales, nous observons notre filet social s'amenuiser. François Legault est désormais premier ministre et il administre la province [REDACTED].

En réaction, nous avons, d'une part, des mouvements « citoyens » qui n'ont aucun impact. Rappelons-nous le demi-million de citoyen·nes descendu·es dans les rues à l'appel de la grève climatique en 2019. Greta Thunberg était venue à Montréal, tout comme l'actuel ministre de l'environnement qui se donnait de belles tapes dans le dos tandis que la population de Rouyn-Noranda se faisait empoisonner par la fonderie Horne. [REDACTED]

En simultanément, il y a une autre partie de la réaction publique qui se fait par un désenchantement intrinsèquement cynique qui se manifeste par de la petite gestion politique au jour le jour. Pourrions-nous expliquer une partie du désengagement actuel des citoyen·nes face aux institutions démocratiques par l'absence d'influence qu'iels y ont? Beaucoup se dit actuellement sur la représentativité et les votes perdus.

Enfin, il y a la montée de la droite populiste qui cherche à se légitimer comme une alternative crédible aux aspirations légitimes des exclus. Les personnes qui n'ont pas d'espace pour se faire entendre et qui subissent des injustices sont un terreau propice à la radicalisation et au fascisme. C'est malheureusement un terme qu'on entend de plus en plus pour décrire notre époque.

Vous ne toucherez pas à nos acquis sociaux

C'est dans ce contexte que le mouvement étudiant ne peut tolérer l'incursion permanente que fait l'Autorité des marchés financiers dans nos affaires courantes.

Nous sommes de bonne foi. S'il est question de mieux publiciser le service d'assurances que les associations étudiantes offrent à leurs membres, sachez que nous le faisons déjà avec diligence. Sur tous les campus québécois, il y a des envois individualisés de courriels, des publications répétées sur les réseaux sociaux, une présence de l'information à même la facture étudiante, des brochures d'informations, des tournées de classes, des discussions en assemblées générales, des référendums, c'est tout juste s'il n'y a pas des femme-wrap, des homme-sandwich ou des personnes-non-binaires-gyros qui font la criée. Ce clou que vous martelez commence à être lassant. C'est comme si vous faisiez fi des chiffres que nous vous offrons depuis des années qui démontrent les actions que nous effectuons et la réponse des membres.

En rafale... Les taux de satisfaction sont excellents. Les taux de retraits sont importants, ce qui démontre que les étudiant·es qui ne veulent pas de notre service savent s'en désinscrire. Le taux de réclamation est élevé. Pendant plusieurs années, il a même dépassé la valeur de notre contrat. Ces informations factuelles, vous les connaissez. Maintenant, arrêtez de les ignorer.

Les régimes d'assurances collectives étudiantes sont implantés au Québec depuis presque 30 ans. Ils ne datent pas d'hier. Allez voir à l'université ou au cégep de votre choix. Regardez l'âge moyen de la population. Vous réaliserez rapidement que votre processus vient jouer dans cet équilibre des services offerts pour assurer une couverture santé adéquate aux étudiant·es qui est en place depuis avant nos naissances. Pour nous, c'est de l'acquis. Ce n'est pas une réflexion désincarnée, nous en avons de besoin.

Vous agissez comme un éléphant dans un jeu de quilles. Vos appels à l'individualisme sont en profonde fracture avec nos valeurs de solidarité sociale. Vous avez ce pouvoir de déconstruire ce que nous avons bâti sur des décennies. Ce n'est pas parfait. On se bouche encore fréquemment le nez. Malgré tout, c'est avec une certaine fierté que, collectivement, nous élargissons graduellement l'étendue de notre couverture. Quand le prix de nos contrats annuels encaissait hausses après hausses, c'est parce que nous avons pris la décision, au terme de délibérations exemptes de pressions externes, de nous offrir une couverture pour des soins en santé mentale.

Vous n'êtes probablement pas sans savoir qu'on ne va pas très bien à ce niveau. On a plein d'études et de chiffres qui valident nos dires qu'on peut vous fournir si vous en doutez. Dans la

même veine, nous sommes aussi confiant·es que nous faisons la bonne chose lorsque nous payons la portion non couverte par la RAMQ pour les méthodes contraceptives. Ou que nous permettons aux étudiant·es d'avoir accès à des soins dentaires qui sont inaccessibles à une trop grande partie de la population.

Et, il y a eu un cercle - était-il vicieux ou vertueux, ça dépend de notre positionnement - qui fait que, plus nous informons les étudiant·es de ces ajouts, plus iels s'en prévalent. Et comme ça coûte cher parce que c'est pas mal juste au privé que ces soins se donnent, ça se répercute sur la facture que les associations étudiantes payent à leur courtier tout en influençant les taux de retraits.

Vous savez que ces assurances comblent un besoin de base.

C'est très malheureux que les gouvernements au pouvoir n'assument pas leurs responsabilités à cet égard. **De notre côté, nous utilisons les outils à notre portée pour collectiviser nos risques et venir en aide aux plus précaires d'entre nous.** Pourquoi l'AMF n'est-elle pas intervenue sur ce dossier dès les années 1990, si le service que nous offrons est situé hors de vos normes?

En janvier et février dernier, vous avez eu un avant-goût de notre capacité à nous organiser collectivement et rapidement. Soyez avisé·es que nous ne vous laisserons pas triturer notre filet social ni vous immiscer dans les compétences qui nous reviennent selon les lois qui enchâssent nos existences comme associations étudiantes. Si, lors de l'implantation de ce système, nous avons fini par accepter le plâster d'un partenariat avec le privé en santé, aujourd'hui, nous allons réagir avec vigueur si vous nous arrachez la gale.

Effritement du bien commun : l'attraction de l'égoïsme

Sommes-nous à la fin d'un autre cycle social? On peut se le demander quand on voit les politiques populistes et l'extrême-droite s'emparer de nos débats publics.

Les mesures qu'avait imposées l'AMF en janvier dernier nous semblent accompagner ce mouvement d'individualisme au sein de notre société. En changeant les règles de retrait du service d'assurances collectives que nous offrons à nos membres, les assureurs ont vivement réagi en disant qu'ils ne pourraient plus s'engager avec nous. Si cela s'avérait vrai, nous perdrons la collectivisation des coûts reliés à nos besoins. la porte serait grande ouverte à des abus du type qu'une étudiant·e souscrivant à notre service une session pourrait s'en retirer après avoir maximisé ses réclamations. Les coûts de nos contrats exploseraient. Ce poids relié à l'incertitude dans la planification serait refilé aux étudiant·es qui auraient de moins en moins avantage à continuer de cotiser pour un service aux coûts individualisés variant grandement d'une personne à l'autre selon des critères discriminatoires.

Il est très facile pour les gens de minimiser leurs besoins, ou les risques qu'ils encourent, tout en attribuant aux autres des torts coûteux pour leur personne. En psychologie, on appelle ce biais l'erreur fondamentale d'attribution. En quelques mots, lorsqu'on va utiliser un service, on le fait d'une façon rationnelle, en ayant pesé les pour et les contres. Nous connaissons intimement nos besoins. Quand les autres le font, on n'a pas cette information et on s'inquiète plus facilement à ce qu'ils puissent vouloir abuser du système pour un profit personnel. On leur fait moins confiance qu'à nous même. C'est normal, mais c'est un biais qu'il faut confronter tant pour nous que dans l'ensemble de la société.

Nous avons une conception du monde voulant qu'on ne laisse personne derrière. Nous voulons prendre soin de celles qui sont vulnérables. Même si, individuellement, nous payons une part plus grande que ce que nous utilisons, socialement, nous en sortons toutes gagnantes. **Dans le cas des assurances collectives, nous faisons confiance à l'intelligence des étudiant·es, en leur capacité de faire des choix éclairés et délibérés au regard de leurs propres réalités personnelles.** Nos organisations se dotent de structures et de politiques renforçant le lien social. Nous reconnaissons l'interdépendance des êtres humains et notre besoin de soutien constant pour mener à bien nos projets et espoirs.

Encore une fois, cet enjeu où l'individualisme confronte la communauté et la solidarité s'incarnant au sein de l'UQAM et nous servira d'exemple. Quand on a vu nos factures croître de façon exponentielle, à cause du besoin massif et non comblé de couvrir les soins en santé mentale, il y a eu un schisme.

D'un côté, les membres des associations étudiantes des facultés regroupant plus de femmes et ayant des programmes formant des personnes qui travaillent dans des domaines liés au *care* ont plus utilisé cet ajout que les étudiant·es issu·es de disciplines traditionnellement plus masculines qui valorisent l'entrepreneuriat et une conception du monde individualisante. Un conflit en est né et l'Association étudiante de l'école des sciences de la gestion s'est désolidarisée des autres associations facultaires en décidant qu'elle prendrait dorénavant un contrat seule. Leurs membres ont épargné quelques dollars parce qu'ils ne payent pas pour des services qu'ils utilisent statistiquement moins. Les membres des associations en sciences humaines, en éducation ou en art, qui avaient des taux de réclamations en santé mentale plus importants, se sont mis·es à payer plus.

Cet exemple démontre que, quand on a le choix de repartir avec nos billes parce qu'on y voit un avantage et peu de risque à court terme, on le fait. **Allonger indûment les périodes de retraits tout comme en ajouter mènerait aux mêmes conclusions de sclérose.** Actuellement, les étudiantes utilisent l'information à leur portée pour prendre une décision éclairée quant à leurs besoins et ça fonctionne. Encore une fois, allez regarder les taux de satisfaction qui sont présentés dans le mémoire de l'ASEQ. Et prenez acte de la quantité d'informations que nos associations diffusent aux membres.

Des répercussions intimement réelles

Juste en janvier dernier, quand la menace de la fin de nos régimes se pointait à l'horizon, l'angoisse de certain·es s'est manifestée.

Une amie doctorante en psychologie m'a appelé pour me demander comment elle allait faire. Mère de deux enfants, coordonatrice d'un laboratoire de recherche et en processus de séparation, elle a besoin de son suivi avec sa psychologue pour pouvoir continuer.

Plusieurs femmes se sont présentées au local de l'asso pour poser des questions concernant leur contraception.

Une personne ayant un diagnostic de TDAH nous a dit qu'il ne pourrait continuer les études sans sa médication. Une autre nous a parlé de son apnée du sommeil et des coûts reliés à son traitement pour être fonctionnelle.

Nos régimes d'assurances collectives permettent à toutes ces personnes de devenir celles qu'elles ont envie d'être. Nos choix démocratiques enlèvent une barrière à leur développement d'un parcours de vie qui repose moins sur le capacitisme. Personne ne devrait abandonner les études supérieures parce que sa prescription de lunettes a changé.

Réinventer la roue

En guise de récapitulatif, nous essayons de vous conscientiser au fait que le système actuel n'est pas parfait, peu importe où l'on se situe politiquement, mais qu'il offre énormément plus de soutien à nos membres que son démantèlement envisageable. **Ne brisez pas quelque chose qui fonctionne.**

Il est possible qu'il y ait des personnes mécontentes du fonctionnement actuel. Sachez que notre gestion des plaintes nous laisse croire que c'est très marginal comme sentiment et nous déplorons que l'AMF n'ait jamais avancé de données à cet effet. Néanmoins, dans les associations étudiantes, nous sommes à l'écoute des récriminations et les intégrons à chacune de nos délibérations démocratiques qui ont lieu annuellement, lors de la signature du contrat pour l'année à venir.

Ce n'est pas un hasard si la population étudiante a fait un choix identique sur l'étendue du territoire. Peu importe leur âge, leurs particularités géopolitiques ou leur niveau d'étude. Ça devrait vous parler. C'est parce que c'est le meilleur choix qui se pose à nous dans le contexte.

Ne cédez pas à la tentation de rompre cet équilibre fragile, mais consensuel, juste pour l'encastrer dans une belle boîte de pandore toute neuve. Vous nous retrouverez alors sur votre chemin. À la place, ça ne vous tenterait pas d'intervenir sur les dégâts que fait la privatisation de notre système

de santé? Y'en a des gens qui s'y font la piastre en abusant de besoins de base! Soyez assuré·es¹ qu'avec une plus grande couverture universelle, les étudiant·es abandonneraient avec plaisir leurs régimes d'assurances collectives et, en plus, ça viendrait en aide à des populations beaucoup moins privilégiées et plus précaires que nous ne le sommes.

Au plaisir de ne plus jamais avoir à travailler sur ce dossier,

[Redacted signature]

co-signé par :

[Redacted signature]



[Redacted signature]

[Redacted signature]

ADEESE

Camille Nicaise, Coordonnatrice de l'Association des étudiantes et étudiants en science de l'éducation de l'UQAM

¹ Soyez rassuré·es, en vous assurant de la sorte, nous ne vous offrons pas un service d'assurances.